

Info Marne

« Mieux vaut une grève qui dérange qu'un silence qui arrange »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Charité bien ordonnée commence par soi-même.....	1
Belgique : l'exemple à suivre	2
Reims : Mobilisation massive dans les transports urbains	2
Strasbourg : Non à la privatisation organisée rampante !	3
Mourmelon-le-Petit : la traite d'êtres humains à nouveau au tribunal	3
Châlons-en-Champagne Nov'Habitat : Tout social sauf pour les salariés ?	4
St Martin sur le Pré - Ecolab : La CGT de la chimie à la rencontre des salariés.....	4
Reims - Boulangerie de l'Europe : NAO.....	4
Châlons-en-Champagne Hôpital psychiatrique : un directeur piqué au vif	5
Reims : Bien se former pour mieux militer	5
Namur : pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales	5
Élections des représentants de locataires : tous mobilisés !	6
Paris - 29 novembre 2025 : Solidarité Palestine	6
Le podcast de la semaine	6
Calendrier des formations 2025	6

Édito : Charité bien ordonnée commence par soi-même



Alors que ce gouvernement exige des sacrifices de la part des salariés du privé, du public, des retraités, des malades et des plus précaires, ceux qui nous donnent des leçons de rigueur continuent, eux, à se servir largement dans les caisses de l'État.

Le dernier rapport de René DOSIÈRE, président de l'Observatoire de l'éthique publique, est sans ambiguïté, dans les cabinets ministériels l'argent public se déverse à flots pendant qu'on serre la vis à la France d'en bas. ([Lire l'article de l'Union du 23 novembre](#)).

Ce sont près de 170 millions d'euros par an pour le gouvernement Bayrou. Des conseillers payés 10 000 € par mois en moyenne. Des hausses de salaires jusqu'à + 22 % en un an. Et le pompon c'est que la moitié des conseillers sont mieux rémunérés que leur propre ministre, grâce à des primes distribuées discrètement, sans règle, sans transparence, sans aucun contrôle. Ce sont 27 millions d'euros qui échappent chaque année à tout regard. Voilà le vrai visage de leur sobriété.

Pendant ce temps-là, au Parlement, le gouvernement joue la montre et refuse d'assumer ses choix. Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, la droite et l'extrême-droite s'allient pour balayer d'un revers de main toute proposition qui pourrait enfin faire payer les ultra-riches et les grandes entreprises.

C'est toujours le même scénario : les efforts pour les classes populaires, les cadeaux pour les puissants.

Face à cette situation, il est crucial de rappeler que la solidarité ne doit pas être un vain mot, mais se traduire concrètement dans les choix budgétaires et politiques. Les inégalités se creusent, tandis que les mesures d'austérité frappent toujours les mêmes, remettant en cause le principe même de justice sociale et d'équité.

Pour cela l'Union Départementale CGT de la Marne, appelle à une journée de grève massive dans tout le département le 2 décembre prochain. Car que l'on soit jeune, salarié, retraité ou privé d'emploi nous serons tous impactés par ce budget d'austérité.

Nous devons leur rappeler que c'est bien la France d'en bas qui produit les richesses dans ce pays.

Le 2 décembre montrons-leur que nous sommes unis et déterminés et que nous ne courberons pas l'échine. C'est maintenant que ça se joue. Et c'est ensemble que nous gagnerons.

([lire le tract confédéral](#))

Philippe BENMANOU, secrétaire à la vie syndicale de l'Union Départementale



27 novembre 2025
#127

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr

SCANNEZ
le QR code pour
télécharger
l'application de
l'UD CGT 51



LES RASSEMBLEMENTS DU 2 DÉCEMBRE DANS LA MARNE

Toutes et tous mobilisé-e-s contre l'austérité, pour nos salaires, contre un budget d'injustice sociale

Châlons-en-Champagne : 10h - Maison des syndicats (1 place de Verdun)

Epernay : 10h - Place Carnot

Reims : 10h - Maison des syndicats (15 bd de la paix)

Vitry-le-François : 16h - Place d'armes

Belgique : L'exemple à suivre



Pendant trois jours, les 24, 25 et 26 novembre 2025, la Belgique a été paralysée par une grève historique, à l'appel d'un front syndical unitaire.

Transports publics, chemin de fer, trafic aérien, écoles, crèches, hôpitaux, collecte des déchets, administrations

locales et provinciales... de très nombreux secteurs se sont mobilisés pour protester contre la cure d'austérité imposée par le gouvernement, très proche de ce que prétend nous imposer le gouvernement LECORNU.

Un mouvement exemplaire, d'ampleur inédite, contre la casse sociale et le démantèlement des services publics, un exemple à suivre pour la mobilisation du 2 décembre en France. ([Voir l'article de la RTBF](#))

Reims : Mobilisation massive dans les transports urbains



Mobilisation massive des salariés des transports urbains de Reims le 24 novembre 2025, afin de dénoncer les conditions de lancement des « BHNS » (Bus à Haut Niveau de Service) que la CGT a ironiquement rebaptisés « BBNS » (Bus à Bas Niveau de Service) en raison de l'impréparation manifeste du dossier.



Les salariés dénoncent des conditions de travail de plus en plus détestables liées au nouveau réseau qui n'a pas été pensé comme un véritable projet d'amélioration du bien-être des habitants, mais traité uniquement comme un sujet de propagande électorale.

Une « marche à blanc » aurait dû être envisagée seulement voilà, le nouveau réseau a été validé un mois seulement avant son lancement par M. ROBINET, Président du Grand Reims et son équipe.

Les équipements ne sont pas présents (distributeurs automatiques de titres de transport, abris bus, quais...), ni les infrastructures (couloirs de bus, priorité aux feux...), ni le matériel roulant. Des terminus étaient encore incertains à J-7... tout cela relevant de la compétence de Grand Reims. Voilà le résultat que l'on obtient lorsqu'on écarte du projet les véritables professionnels de terrain.

Les salariés sont écoeurés par cette énième version du réseau, mais surtout par sa déliquescence, eux qui ont connu « l'excellence opérationnelle » dans le passé.

Et que dire des usagers qui vont devoir une énième fois, eux aussi, se réapproprier leur réseau ? 15 % d'entre eux ont déjà capitulé, excédés par tous ces changements (modification d'horaires, appellation des lignes, nouveaux itinéraires, diminution drastique de l'offre de transport, déviations dues aux travaux partout dans la ville et ses alentours, etc.). Nombre d'entre eux ont repris la voiture et on ne les reverra plus dans les transports en commun.

Quelle image du transport urbain donne-t-on ? À l'heure où il faut convaincre d'utiliser ce type de transport pour protéger l'environnement, alors que régulièrement les bus sont bondés, en retard, déviés ou encore inaccessibles pour les personnes à mobilité réduite, juste parce que les élus politiques en place, qui s'en moquent éperdument, élaborent des appels d'offre hors-sol et malhonnêtes.

Dans tous les cas, la CGT des TUR n'est pas prête à laisser ces politiques continuer le gâchis car il s'agit bien de cela : l'argent public est gaspillé dans des projets ratés tels que la passerelle piétonne, les travaux pharaoniques et inutiles de la voie des Sacres, alors que des centaines de kilomètres de trottoirs ne sont même pas utilisables, que des centaines de rues sont détériorées, que les quartiers sont abandonnés...

La direction et le Président du Grand Reims en refusant d'entendre la demande de report du lancement du BHNS, parfaitement argumentée par l'expert du CSE (Comité Social et Economique) et les élus, portent l'entière responsabilité d'un conflit qui aurait pu être évité et qui risque même de s'envenimer.

[\(Écouter sur ICI Khira RIMOU, déléguée CGT des transports urbains de Reims\)](#) ([Lire l'Hebdo du Vendredi](#))

Strasbourg : *Non à la privatisation organisée rampante !*

Ce vendredi 28 novembre, la CGT appelle tous les cheminots du Grand Est à cesser le travail et à participer massivement au rassemblement de 11h30 à 13h30, devant le Conseil Régional du Grand Est, 1 place Adrien Zeller à Strasbourg.

Suppressions d'emplois, externalisations, fermeture de guichets sont la conséquence du désengagement de l'État et de la privatisation rampante qui sévit partout et nuit aux cheminots comme aux usagers.

La fermeture des guichets, alors que la fréquentation des trains augmente, est une aberration : le tout numérique ne peut pas remplacer l'être humain !



Ainsi à Rethel, le samedi 22 novembre, 150 personnes ont bravé le froid en défilant de la mairie à la gare pour le maintien des services de la gare et la présence physique des agents SNCF, indispensable à la vie du territoire.

La CGT, totalement opposée aux restrictions horaires des guichets ou à la fermeture définitive des guichets dans treize gares du Nord-Est, était présente, et André GIRAUD, secrétaire des cheminots des Ardennes, a pris la parole.

Mourmelon-le-Petit : *la traite d'êtres humains à nouveau au tribunal*



Un nouveau procès pour traite d'êtres humains pendant les « vendanges de la honte 2023 » s'est tenu le 26 novembre 2025 au tribunal de Châlons-en-Champagne. Une entreprise prestataire et son gérant sont soupçonnés d'avoir hébergé une centaine de vendangeurs Ukrainiens dans des conditions indignes en septembre 2023.

L'Intersyndicat CGT du champagne, toujours présent quand il s'agit de défendre les travailleurs victimes de la maltraitance patronale, quelle que soit leur nationalité, s'est porté partie civile dans cette affaire.

Lors de l'audience, le chef d'entreprise a reconnu que les logements étaient insalubres (punaises de lit, pas d'eau potable, présence de rongeurs), mais il dit avoir tout découvert lors de l'évacuation organisée par la préfecture. Il a déclaré avoir été dépassé par l'afflux de vendangeurs. « On attendait 90 ukrainiens 160 sont venus ».

Il a accusé son ex-associé, non présent sur le banc des accusés, d'avoir usurpé plusieurs signatures, ainsi que le nom de son entreprise. Une explication qui n'a visiblement pas convaincu le ministère public.

Le substitut du procureur a eu des mots très durs, parlé de « vulnérabilité totale ». « On a fait venir des gens d'un pays en guerre pour les exploiter à raison de 0,18 € le kilo de raisins récolté ». Au terme des cinq heures d'audience, les réquisitions sont très dures : trois ans de prison dont un an ferme assortis de 350 000 € d'amende. La décision a été mise en délibéré au 28 janvier 2026.

Dans ce dossier, comme dans celui de Nesle-le-Repons, la CGT se félicite de défendre l'image du champagne, entachée par ces pratiques, et non pas de la salir comme l'a scandaleusement déclaré le président de la région Grand-Est.

[\(lire l'article de l'Union\)](#)

Châlons-en-Champagne

Nov'Habitat : *Tout social sauf pour les salariés ?*



Un droit d'alerte pour atteinte aux droits d'une salariée a été déposé le 25 novembre par un élu CGT du CSE de Nov'Habitat (bailleur social de la Marne). Il concerne la situation extrêmement préoccupante d'une salariée, contrainte par sa direction, en dehors de toute procédure contradictoire, de choisir entre une rétrogradation et un licenciement...

Les éléments recueillis par l'élu de la CGT démontrent au contraire une atteinte aux droits de la personne, notamment au respect de son intégrité psychique, de sa dignité et de conditions de travail normales. Ils semblent en outre s'inscrire dans un fonctionnement managérial plus global fondé sur la pression, la menace, la déstabilisation et l'isolement, susceptible de toucher d'autres salariés. Des faits que le droit d'alerte devrait permettre d'éclaircir.

St Martin sur le Pré - Ecolab :

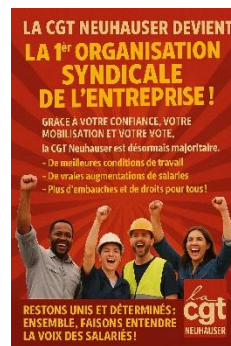
La CGT de la chimie à la rencontre des salariés



Lundi 24 novembre 2025, le collectif de la Fédération Nationale des Industries Chimiques de la Marne (FNIC 51) était présent devant le site d'Ecolab, à Saint Martin sur le Pré, près de Châlons-en-Champagne.

Dans le cadre de cette action de renforcement de la CGT, les militants ont pu rencontrer les salariés des équipes du matin et de l'après-midi de cette entreprise spécialisée dans la production de détergents, désinfectants et produits d'entretiens pour les industries, l'hôtellerie-restauration et l'agriculture.

Reims - Boulangerie de l'Europe : *NAO*



La NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) de Neuhauser (dont fait partie la Boulangerie de l'Europe) a débouché sur une augmentation générale avec un montant plus élevé pour les bas salaires, une prime de partage de la valeur (PPV), une augmentation du panier repas, du ticket-restaurant, de la prime de transport, un effort pour l'égalité professionnelle et la famille (trois jours de congés payés en cas d'hospitalisation d'un enfant mineur), etc. Après consultation de ses adhérents, et même si l'ensemble de ses revendications ne sont pas satisfaites, la CGT, premier syndicat de Neuhauser depuis les dernières élections, a choisi de signer l'accord pour engranger les avancées obtenues dans la négociation.

Châlons-en-Champagne

Hôpital psychiatrique :

un directeur piqué au vif

L'absence de consultation des instances représentatives du personnel de l'EPSM (Établissement public de santé mentale) de la Marne, à l'occasion de la fermeture du service de réhabilitation psycho-sociale, a donné lieu à une lettre ouverte de la CGT de l'établissement au directeur qui a jugé utile d'y répondre de façon polémique, confondant volontairement les intentions de différentes directions avec les méthodes employées par l'institution. En tentant de diviser les personnels.

Pour la CGT, il n'est évidemment pas question de remettre en cause le professionnalisme du personnel comme semble le penser cette direction, mais de dénoncer un mode de gestion et une absence d'anticipation dont les agents et les usagers subissent les conséquences. La direction a finalement convoqué un CSE extraordinaire pour nous informer de la fermeture d'un service que nous dénonçons deux semaines plus tôt !!

Toutefois, aucun document de travail ne nous est transmis en amont, nous privant donc d'éléments essentiels pour préparer l'instance et examiner sereinement la situation. Nos questions recueillent de vagues réponses, et souvent dans la contradiction selon nos interlocuteurs.

Au final, la Direction ne se remet pas en cause : ni sur les méthodes employées, ni sur l'absence totale d'accompagnement des professionnels, les laissant seuls sur le terrain annoncer aux usagers la fin de leur prise en soins. ([Lire la lettre ouverte de la CGT](#)).

Reims : Bien se former pour mieux militer

Une formation santé au travail et prévention des risques professionnels s'est tenue du 17 au 21 novembre à la Maison des syndicats de Reims, avec une dizaine de stagiaires du secteur privé.

De nombreuses informations utiles pour les militants qui souhaitent apporter des améliorations de toutes

sortes aux conditions de travail dans leur entreprise y ont été présentées.

Très satisfaits de ce stage, les participants sont repartis avec de nombreux axes d'évolution visant à réduire, voire supprimer les accidents du travail et les maladies liées aux troubles musculosquelettiques. L'année prochaine, une autre session se tiendra dans les mêmes conditions.



Namur : pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales



Le 19 novembre, à l'invitation de la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) et de la CGSP (Centrale Générale des Services Publics), l'Union Départementale CGT de la Marne a participé à la conférence régionale contre les attaques et les discriminations syndicales qui a réuni 300 participants.

Au programme, la lutte contre le harcèlement physique et moral, le sexisme, les inégalités salariales, le cyber harcèlement, les féminicides, aux discriminations à l'embauche, la discrimination syndicale.

Sabine DUMENIL, ancienne secrétaire générale de l'UD et elle-même victime d'une longue procédure-bâillon de la part de la directrice adjointe de la DIRECCTE de la Marne, est venue apporter son témoignage.



Elections des représentants de locataires : tous mobilisés !



Les élections des administrateurs représentants des locataires du logement social se dérouleront fin 2026. INDECOSA, l'association pour l'INformation et la DÉfense des COnsommateurs SALariés créée par la CGT, défend les droits des locataires, de plus en plus confrontés à la hausse des loyers et des charges, à la pénurie des logements sociaux, à leur manque d'entretien, de réparation ou de réhabilitation.

Dans la Marne, INDECOSA CGT est présente à Plurial Novilia, au Foyer Rémois et à Reims Habitat et a pour objectif d'obtenir des représentants dans chacun des conseils d'administration.

Si vous souhaitez figurer sur les listes présentées par INDECOSA, afin que les locataires soient entendus, respectés et considérés, prenez contact avec INDECOSA CGT 51 (indecosa-cgt51@laposte.net – 03.26.88.23.04).

Paris - 29 novembre 2025 : Solidarité Palestine



À l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, instaurée par les Nations Unies, les organisations de la CGT sont invitées à se rendre à Paris, le 29 novembre, Place de la République à 14H, pour participer à une grande manifestation nationale.

Cette initiative, lancée par l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), rassemble plus de 70 organisations. La pression internationale doit se poursuivre pour que le cessez-le-feu, signé le 13 octobre, ouvre la voie à une paix juste, durable et fondée sur le droit international. La CGT appelle à manifester pour :

- ▶ l'auto-détermination du peuple palestinien qui doit être l'acteur de son propre destin et droit au retour des réfugiés palestiniens
- ▶ la fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid
- ▶ des sanctions contre Israël
- ▶ un cessez-le-feu définitif et la fin du génocide

([Voir le tract de la CGT](#))

Le podcast de la semaine- Influenceur-ses d'extrême-droite : des messagers sur les réseaux sociaux

A voir, cette excellente intervention de Mathieu GOURET, du collectif « lutte contre les idées d'extrême-droite » sur l'omniprésence des influenceurs d'extrême-droite sur les réseaux sociaux. Merci à lui : on a tout compris ! ([voir le podcast](#))

Marne : Calendrier des formations 2026



Téléchargez le calendrier des formations 2026 en [cliquant ici](#).

Vous pouvez également le retrouver sur notre application et notre site.

Pour un autre budget DE L'ARGENT IL Y EN A !

EN GRÈVE LE 2 DÉCEMBRE

Pour en
savoir plus



Pour
se syndiquer